



Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

Semaine du 25 septembre 2023

EN RÉSUMÉ

MERCREDI 27 SEPTEMBRE

- Mme Agnès FIRMIN LE BODO, ministre déléguée chargée de l'Organisation territoriale et des Professions de santé, s'est rendue à Saint-Malo au 19^{ème} Congrès des Régions de France et a participé à la table ronde "Santé – Démocratie sanitaire et territorialisation de la santé : bilan et perspectives des conseils territoriaux de santé (CTS), des contrats locaux de santé (CLS) et des communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS)".
- Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale-PLFSS pour 2024 a été présenté en Conseil des ministres.

JEUDI 28 SEPTEMBRE

- Mme Aurore BERGE, ministre des Solidarités et des Familles, s'est entretenue avec MM. Jean-Christophe AMARANTINIS, président du Synerpa, Frédéric BIERRY, président (LR) du Conseil départemental d'Alsace, puis avec Philippe DA COSTA, président de la Croix-Rouge
- Mme Agnès FIRMIN LE BODO, ministre déléguée chargée de l'Organisation territoriale et des Professions de santé, a présidé la deuxième réunion du Comité d'appui à l'encadrement des pratiques non conventionnelles en santé.

VENDREDI 29 SEPTEMBRE

- Mme Aurore BERGE, ministre des Solidarités et des Familles, a participé et est intervenue au Lancement de la Remise du prix 2023 "semaine bleue", puis a rencontré l'Adedom (fédération du domicile).
- Mme Agnès FIRMIN LE BODO, ministre déléguée chargée de l'Organisation territoriale et des Professions de santé, a effectué un déplacement dans les Yvelines sur la thématique de la sécurité des professionnels de santé. Elle a annoncé le plan pour la sécurité des professionnels de santé. Elle a également rencontré les professionnels de santé de garde dans une permanence de SOS Médecins dans le 19^e arrondissement de Paris et au Centre Hospitalier de Versailles sur le site de l'hôpital André Mignot pour réaffirmer l'engagement et la mobilisation du ministère de la Santé et de la Prévention à protéger nos soignants.

Nominations

Mme Margaux VECCHIOLI, directrice de cabinet de M. Olivier VERAN, ministre délégué chargé du Renouveau démocratique, porte-parole du gouvernement, rejoint la direction générale de l'offre de soins au ministère de la Santé et de la Prévention

INFOS ET CHIFFRES CLÉS

- PLFSS** : Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) 2024 a été présenté mercredi 27 septembre et sera examiné à partir du 16 octobre en commission et le 24 en séance, juste après le vote solennel sur la première partie du projet de loi de finances (PLF), a-t-on appris à l'issue de la conférence des présidents. Son examen est prévu jusqu'au 27 octobre. Les députés entameront ensuite à partir du 31 octobre l'examen de la seconde partie du PLF, prévu jusqu'au 20 novembre, le vote solennel sur l'ensemble du PLF étant attendu le lendemain.
- Sécurité sociale / déficit** : Selon l'avant-projet de loi, le déficit de la Sécurité sociale promet d'être plus important que prévu en 2023 et 2024. Il devrait ensuite se creuser, puis doubler d'ici à 2027. Les prévisions ont évolué, et désormais le déficit de la Sécurité sociale pour l'année en cours est estimé à 8,8 milliards d'euros, contre 8,2 milliards prévus dans la dernière loi de financement en avril. Ce dernier devrait ensuite monter à 11,2 milliards en 2024, alors qu'il était jusque-là évalué à 9,6 milliards. De fait, le déficit attendu rebondit plus fortement que prévu et vient ainsi nuancer les promesses de redressement des finances publiques faites par l'exécutif. Le ministère de l'Economie et des Finances réclame, en effet, une cure de rigueur, en particulier en matière de santé où les dépenses ont dérapé de plusieurs milliards d'euros en 2023.
- Ondam 2024** : Pour 2024, le gouvernement prévoit 254,9 milliards de dépenses pour l'Ondam. Rappelons que l'Assurance maladie a négocié ces derniers mois des revalorisations tarifaires avec plusieurs catégories de soignants, en échange de contreparties pour lutter contre les déserts médicaux. Elle devrait aussi reprendre rapidement cet automne des négociations avec les médecins libéraux : le ministre de la Santé et de la Prévention Aurélien ROUSSEAU ayant promis que l'augmentation de 1,5 euro des consultations (26,50 euros chez le généraliste, 31,50 euros chez le spécialiste) en vigueur le 1^{er} novembre n'était qu'une "étape".
- PJL fin de vie** : Le projet de loi sur la fin de vie, promis "d'ici la fin de l'été" par le président de la République Emmanuel MACRON, "sera en Conseil des ministres avant la fin de l'année, et ensuite au Parlement l'année prochaine", où il fera l'objet d'un "travail par une commission spéciale", a fait savoir hier sur Sud Radio le ministre délégué chargé des Relations avec le Parlement Franck RIESTER.
- Samu** : Le ministre de la Santé et de la Prévention Aurélien ROUSSEAU a annoncé une augmentation de 100 euros par mois des assistants de régulation médicale (qui répondent au "15"), actuellement en grève, ainsi qu'une progression plus rapide au sein de la grille salariale dont ils dépendent.

